NATIXIS
BEYOND BANKING

Flash Economie

14 septembre 2020 - 1026

France : ne pas rêver aux relocalisations industrielles sans réformes structurelles

On parle de plus en plus en France de la nécessité de réaliser des relocalisations industrielles. Mais il ne faut pas rêver : il n'y aura pas de relocalisations spontanées de grande taille en France.

L'Etat peut bien sûr décider de subventionner perpétuellement certaines productions industrielles pour qu'elles soient réalisées en France, mais en dehors de ce cas de figure, nécessairement limité, il ne faut pas attendre de relocalisations en France en raison :

- de la faiblesse des compétences de la population active ;
- du niveau élevé des coûts salariaux et des impôts des entreprises, qui conduit les entreprises à préférer d'autres lieux de production ;
- de la hausse des prix pour les acheteurs des produits à laquelle conduiraient les relocalisations.

Il faut donc d'abord réaliser des réformes structurelles : hausse des compétences, baisse des impôts des entreprises, avant de penser à relocaliser.

Patrick Artus
Tel. (33 1) 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com
@PatrickArtus

www.research.natixis.com

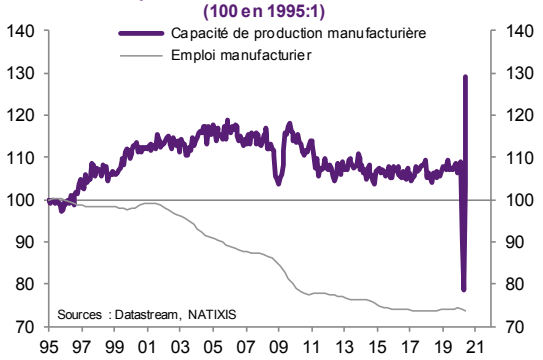
Ce document est distribué aux Etats-Unis. Merci de lire attentivement l'avertissement en fin de document..

ECONOMIC RESEARCH

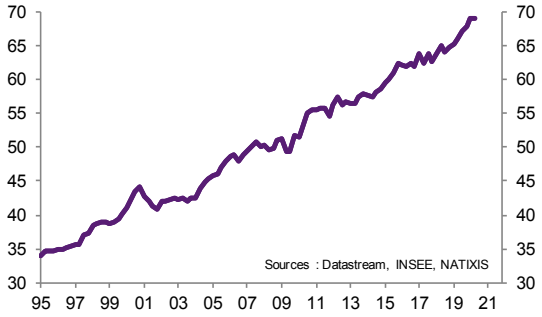
La volonté d'obtenir des relocalisations industrielles en France

Les relocalisations industrielles sont devenues un sujet majeur de la politique économique de la France, **après une longue période de désindustrialisation** (le **graphique 1** montre l'évolution de l'emploi industriel et de la capacité de production de l'industrie) et **de délocalisations** (le **graphique 2a** montre le poids des importations de produits manufacturés, le **graphique 2b** la balance commerciale pour les produits manufacturés).

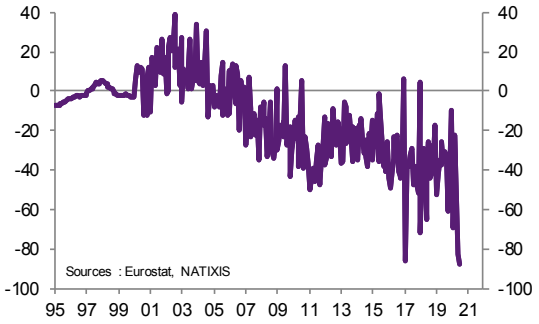
Graphique 1
France : capacité de production manufacturière et emploi dans le secteur manufacturier (100 en 1995:1)



Graphique 2a
France : importations des biens manufacturés (en % de la production manufacturière en valeur)

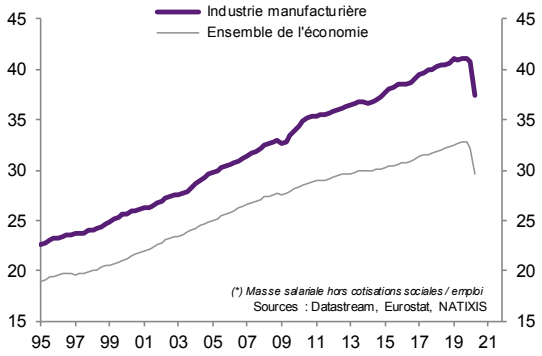


Graphique 2b
France : balance commerciale des biens manufacturés (Md€, annualisée)

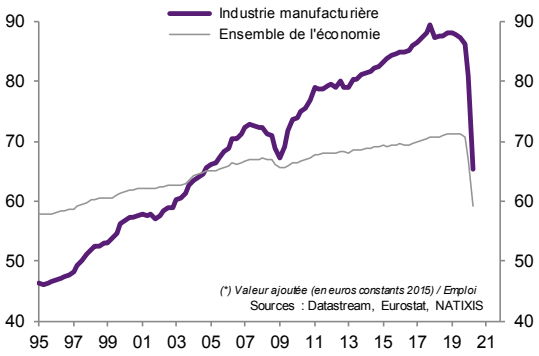


L'objectif des relocalisations est d'assurer la souveraineté pour des industries stratégiques, de créer des emplois qualifiés au salaire élevé **(graphique 3a),** d'augmenter la croissance potentielle en développant l'industrie où la productivité du travail est élevée **(graphique 3b).**

Graphique 3a
France : niveau du salaire nominal par tête* (milliers d'€ par an)



Graphique 3b
Niveau de productivité par tête* (milliers d'€ constants par an)



Mais il n'y aura pas spontanément de relocalisations en France

Bien sûr, **l'Etat peut décider de subventionner massivement la production de biens jugés stratégiques** (médicament, batteries électriques…), et il peut alors y avoir relocalisations. **Mais nous ne croyons pas aux relocalisations spontanées.**

En effet, la France souffre d'un problème d'attractivité qui décourage les relocalisations avec :

- **la faiblesse des compétences de la population active (tableau 1) ;**

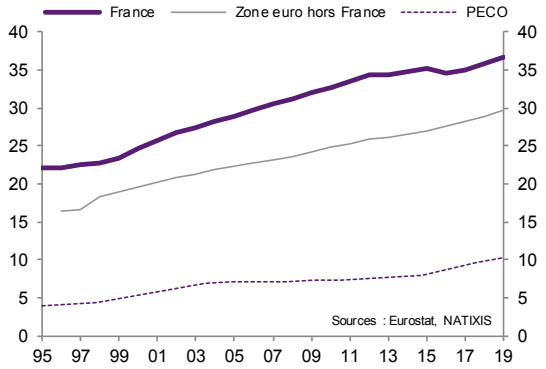
Tableau 1 : enquête PIAAC de l'OCDE, score global par score décroissant (numératie et littéracie, 2016)

Rang	Pays	Score
1	Japon	292.2
2	Finlande	284.9
3	Pays-Bas	282.2
4	Suède	279.1
5	Norvège	278.4
6	Flandre (Belgique)	277.9
7	Nouvelle-Zélande	275.9
8	République Tchèque	274.9
9	Slovaquie	274.8
10	Danemark	274.5
11	Estonie	274.5
12	Australie	274.0
13	Autriche	272.2
14	Allemagne	270.8
15	Canada	269.5
16	Corée	268.0
17	Royaume-Uni	267.2
18	Pologne	263.3
19	États-Unis	261.3
20	Irlande	261.1
21	France	258.2
22	Slovénie	257.0
23	Israël	253.1
24	Grèce	252.9
25	Italie	248.8
26	Espagne	248.8
27	Turquie	223.0
28	Chili	213.1

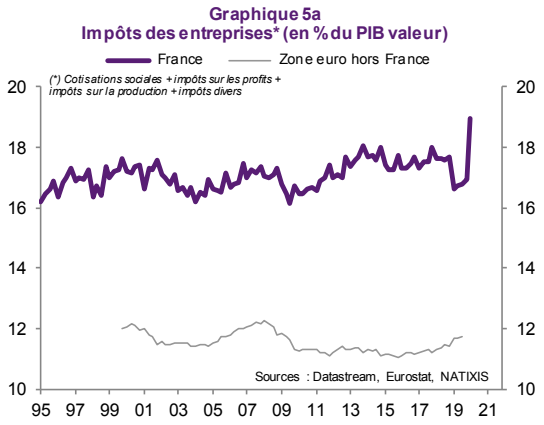
Sources : OCDE, NATIXIS

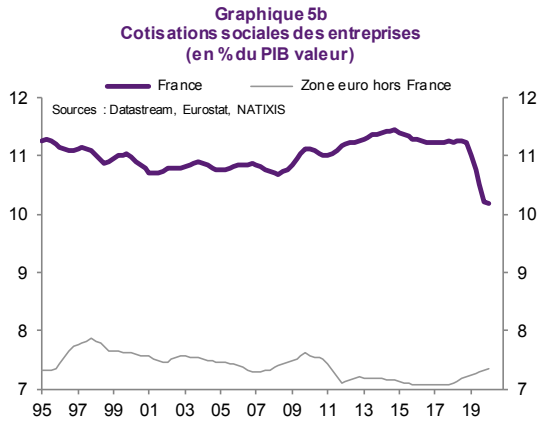
- **le niveau élevé des coûts salariaux (graphique 4),** qui, associé à la faiblesse des compétences, décourage les implantations industrielles ;

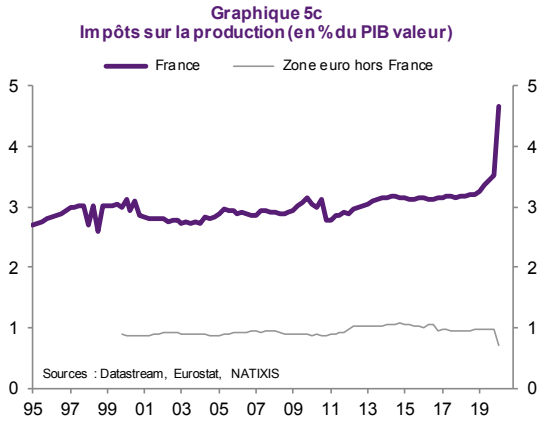
Graphique 4
Salaire horaire y compris cotisations sociales (€)



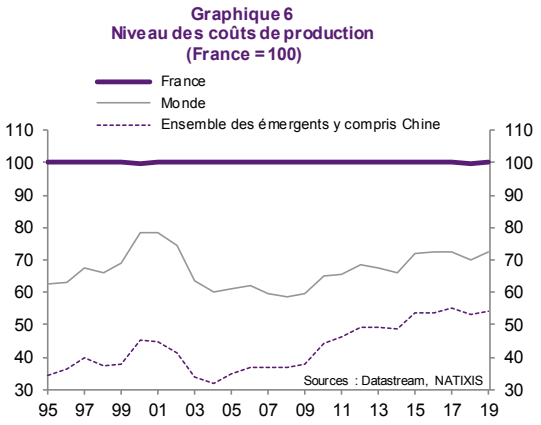
- **le poids élevé des impôts des entreprises (graphique 5a),** en particulier des cotisations sociales et des impôts de production **(graphiques 5b/c).**







De plus, relocaliser veut dire accroître fortement le prix des produits industriels en raison de l'écart de coût de production entre la France et le Reste du Monde, en particulier les pays émergents **(graphique 6).**



Une relocalisation complète de l'industrie accroîtrait le prix des produits industriels en France de 21%.

Synthèse : sans réformes structurelles, pas de relocalisations

L'Etat français ne peut pas subventionner toutes les productions relocalisées.

En raison de la faiblesse des compétences de la population active, du coût élevé du travail et du niveau très élevé des impôts des entreprises en France, du coût pour le consommateur (pour l'acheteur des produits industriels plus généralement) des relocalisations en France, celles-ci sont très improbables.

Il faut donc d'abord réaliser des réformes structurelles : redresser les compétences, baisser les impôts des entreprises (cotisations sociales, impôts de production en particulier) avant de penser obtenir des relocalisations.